



ERRATUM

Sous-commission paritaire pour la
récupération des chiffons
n° 142.02

**CCT n° 67373/CO/142.02
du 04/07/2003**

Correction du texte en français :

- à l'article 7 ter, la référence à l'article 265 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 : « *Art. 7 ter - Les ouvriers visés à l'article 5 b) âgés de plus de 54 ans qui sont licenciés, sauf pour motif grave, par un employeur visé à l'article 5 a) et qui peuvent prouver au moins 40 ans de carrière professionnelle conformément aux dispositions de l'article 265 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 concernant l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, ont droit à une allocation supplémentaire de chômage de 74,37 € par mois et ce jusqu'à l'âge légal de pension.* » est remplacée par la référence suivante : « *Art. 7 ter - Les ouvriers visés à l'article 5 b) âgés de plus de 54 ans qui sont licenciés, sauf pour motif grave, par un employeur visé à l'article 5 a) et qui peuvent prouver au moins 40 ans de carrière professionnelle conformément aux dispositions de l'article 2, § 5 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 concernant l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, ont droit à une allocation supplémentaire de chômage de 74,37 € par mois et ce jusqu'à l'âge légal de pension.* ».

ERRATUM

Paritair Subcomité voor de
terugwinning van lompen
nr. 142.02

**CAO nr. 67373/CO/142.02
van 04/07/2003**

Verbetering van de Franse tekst :

- in het artikel 7 ter wordt de verwijzing naar artikel 265 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 : « *Art. 7 ter - Les ouvriers visés à l'article 5 b) âgés de plus de 54 ans qui sont licenciés, sauf pour motif grave, par un employeur visé à l'article 5 a) et qui peuvent prouver au moins 40 ans de carrière professionnelle conformément aux dispositions de l'article 265 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 concernant l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, ont droit à une allocation supplémentaire de chômage de 74,37 € par mois et ce jusqu'à l'âge légal de pension.* » vervangen door de volgende verwijzing : « *Art. 7 ter - Les ouvriers visés à l'article 5 b) âgés de plus de 54 ans qui sont licenciés, sauf pour motif grave, par un employeur visé à l'article 5 a) et qui peuvent prouver au moins 40 ans de carrière professionnelle conformément aux dispositions de l'article 2, § 5 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 concernant l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, ont droit à une allocation supplémentaire de chômage de 74,37 € par mois et ce jusqu'à l'âge légal de pension.* ».

Correction du texte en français :

- à l'article 15, alinéa 3, la date de conclusion de la loi-programme de **1989 est erronée** : « *Le paiement de la cotisation capacitive à l'Office national de l'emploi, comme prévu dans la loi du 29.12.1990 portant des dispositions sociales et à l'Office national des Pensions, comme prévu par la loi-programme du 22.01.1989, est assuré par le Fonds.* » **et doit être lue comme suit** : « *Le paiement de la cotisation capacitive à l'Office national de l'emploi, comme prévu dans la loi du 29.12.1990 portant des dispositions sociales et à l'Office national des Pensions, comme prévu par la loi-programme du 22.12.1989, est assuré par le Fonds.* »

Décision du

Verbetering van de Nederlandse tekst :

- in artikel 15, derde alinea, is de sluitingsdatum van de programmawet van 1989 foutief vermeld : « *De betaling van de hoofdelijke bijdrage aan de Rijksdienst voor de arbeidsvoorziening, zoals voorzien in de wet van 29.12.1990 houdende sociale bepalingen en aan de Rijksdienst voor Pensioenen, zoals voorzien in de programmawet van 22.01.1989, wordt verzekerd door het Fonds.* » **en moet zoals volgt gelezen worden** : « *De betaling van de hoofdelijke bijdrage aan de Rijksdienst voor de arbeidsvoorziening, zoals voorzien in de wet van 29.12.1990 houdende sociale bepalingen en aan de Rijksdienst voor Pensioenen, zoals voorzien in de programmawet van 22.12.1989, wordt verzekerd door het Fonds.* »

Beslissing van

3 0 -03- 2005

9

FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE

Convention collective de travail du 4 juillet 2003

Modification et coordination des statuts du " Fonds Social pour les Entreprises de Chiffons "

Art.1.- La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons.

Par ouvriers on entend les ouvriers et les ouvrières, à moins qu'il n'en soit disposé autrement.

Art.2.- La présente convention collective de travail coordonne et fixe les statuts du Fonds Social pour les Entreprises de Chiffons, fixés par la convention collective de travail du 29 mars 1976, conclue au sein de la sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons, instituant un Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de chiffons et entreprises y assimilées, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 15 septembre 1976, (Moniteur belge du 12/10/1976).

Art.3.- La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois, adressée par lettre recommandée à la poste au président de la sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons, prenant cours le premier jour du trimestre civil qui suit la dénonciation.

Art.4 - La convention collective de travail du 25 septembre 2001, enregistrée sous le numéro 59635/CO/142.02 est abrogée.

NEERLEGGING-DÉPÔT

tèMk^HmiH,

04 -07- 2003

09 -09- 2003

NR.
N°

67373 10/142.02

STATUTS

CHAPITRE Ier - dénomination, siège, objet, durée.

Art.1.- Il est institué à partir du 1er janvier 1976 un Fonds de Sécurité d'Existence dénommé "Fonds Social pour les Entreprises de Chiffons", appelé ci-après le Fonds.

Art.2.- Le siège social du Fonds est établi à 1000 Bruxelles, Rue des Comédiens, 16-22 bte 7. Il peut être transféré par convention collective de travail, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons à tout autre endroit en Belgique.

Art.3.- Le Fonds a pour objet:

1. d'organiser et d'assurer la perception et le recouvrement des cotisations à charge des employeurs visés à l'article 5, a) ;
2. d'organiser et d'assurer l'octroi et le paiement d'avantages sociaux complémentaire aux ouvriers visés à l'article 5, b) ;
3. le remboursement relatif à la formation syndicale des ouvriers ;
4. le paiement de l'allocation complémentaire de prépension conventionnelle ;
5. la promotion de l'emploi et la formation de groupes à risque.

Art.4.- Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

CHAPITRE II - Champ d'application.

Art.5.- Les présents statuts s'appliquent:

a) aux employeurs:

- des entreprises de classage, de lavage, de conditionnement et de transformation de chiffons;
- des entreprises s'occupant à titre principal, de l'effilochage de chiffons et de déchets textiles de récupération; l'effilochage, distinct du cardage, a pour but de produire, à partir de ces matières de récupération qui sinon ne seraient que partiellement **employables**, une fibre enchevêtrée qui peut être utilisée au rembourrage, à l'isolation, au renforcement de matières plastiques et au cardage pour aligner les fibres textiles et les rendre aptes à la filature, **etc...**;
- des entreprises de classage, de lavage, de conditionnement et de transformation de ficelles, de cordes et de cordages sous forme de déchets ou d'articles hors d'usage et de friperie, c'est-à-dire, les articles d'accessoires d'habillement, couvertures, linge de maison et articles d'ameublement en matière textile, chaussures et coiffures en toutes matières, portant des traces appréciables d'usage;

b) aux ouvriers occupés dans les entreprises visées sous a) et qui sont affiliés à une organisation représentative de travailleurs. Par ouvriers, on entend les ouvriers et les ouvrières, à moins qu'il n'en soit disposé autrement.

CHAPITRE III - Bénéficiaires et modalités d'octroi et de liquidation.

A. Allocation complémentaire de chômage.

Art.6.- Les ouvriers visés à l'article 5, b) ont droit, à charge du Fonds à partir de la date à fixer par le conseil d'administration, pour chaque jour de chômage prévu aux articles 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (suspension pour intempéries et suspension pour des raisons économiques) à l'allocation fixée à l'article 7 des présents statuts et ce à partir du premier jour de chômage et pour un maximum de septante cinq jours par année civile, dans la mesure où ils remplissent les conditions suivantes:

- bénéficié des allocations de chômage en application de la réglementation sur l'assurance chômage;
- être au service d'un employeur visé à l'article 5,a) au moment du chômage.

Art.7.- Le montant de l'allocation complémentaire de chômage est fixé à 4,00 € par journée de travail chômée.

Art.7 bis - Les ouvriers visés à l'article 5 b) licenciés pour des raisons économiques par l'employeur visé à l'article 5 a) ont droit - à charge du Fonds Social pour les entreprises de chiffons - à une indemnité complémentaire de chômage de 49,58 € par mois pendant maximum 6 mois à condition de pouvoir prouver au minimum 20 ans d'ancienneté dans le secteur, dont 10 ans auprès du dernier employeur.

Art.7 ter - Les ouvriers visés à l'article 5 b) âgés de plus de 54 ans qui sont licenciés, sauf pour motif grave, par un employeur visé à l'article 5 a) et qui peuvent prouver au moins 40 ans de carrière professionnelle conformément aux dispositions de l'article ~~285~~ de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 concernant l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, ont droit à une allocation supplémentaire de chômage de 74,37 € par mois et ce jusqu'à l'âge légal de pension. Cette allocation ne peut pas être cumulée avec le régime de la prépension conventionnelle ni avec le régime de pension légale. 2'851

B. Allocation sociale complémentaire.

Art.8.- Les ouvriers visés à l'article 5, b) qui sont membres d'une organisation représentative de travailleurs depuis au moins trois mois, ont droit, à charge du Fonds, à une allocation sociale complémentaire, pour autant qu'ils soient inscrits dans le registre du personnel des employeurs visés à l'article 5, a) à la date de l'année en cours, à fixer par le conseil d'administration du Fonds.

Art.9.- Le montant de l'allocation visée à l'article 8 est fixé à 123,90 € pour l'exercice 2003.

Cette allocation est également octroyée aux ouvriers pensionnés ou décédés pendant l'exercice ou congédiés par un employeur visé à l'article 5, a) et pour autant qu'ils soient restés chômeurs complets jusqu'à la fin de l'exercice ou pour autant qu'ils aient donné leur démission pour un motif médical reconnu comme force majeure par l'Office national de l'emploi.

C. Formation syndicale.

Art.10.- Le Fonds rembourse aux employeurs qui en ont fait l'avance et à leur demande les salaires payés (majorés des charges patronales) aux ouvriers qui se sont absentes en application de la convention collective de travail du 12 mars 1976, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons, concernant la formation syndicale, rendue obligatoire par arrêté royal du 15 septembre 1976, modifiée par la convention collective de travail du 13 mai 1997, rendue obligatoire par arrêté royal du 10 août 1998.

Art.11.- Le montant affecté à l'organisation de cette formation syndicale est fixé annuellement par le conseil d'administration du Fonds.

D. Promotion de l'emploi et formation de groupes à risque.

Art.12.- Des initiatives de formation visant des groupes à risque organisées par des entreprises en collaboration ou non avec des institutions d'enseignement ou des instituts de formation peuvent également bénéficier d'une intervention financière de la part du Fonds.

Le Fonds appuiera par priorité les initiatives de formation organisées en collaboration avec FOREM-VDAB-ORBEM.

Le Fonds assurera l'exécution, la coordination, le suivi et l'évaluation des projets de formation visés dans le présent article.

Art.13.- Les employeurs visés à l'article 5 qui, procèdent au remplacement d'un prépensionné par un chercheur d'emploi appartenant à l'une des catégories précisées à l'article 4 de l'arrêté royal du 16 novembre 1990 relatif à l'octroi d'allocation de chômage en cas de prépension conventionnelle, peuvent bénéficier d'une intervention financière du Fonds dans les frais de formation du remplaçant.

Art.14.- Le conseil d'administration du Fonds est chargé de fixer les modalités d'application pratiques des mesures visées aux articles 12 et 13 et y compris le montant de l'intervention financière.

Art. 14 bis - En exécution de l'accord interprofessionnel 2003 - 2004 le secteur fait un effort supplémentaire en matière de formation et d'éducation. A partir du 1er janvier 2003 et pour les années 2003 et 2004 une cotisation de 0,15% sera perçue sur les salaires bruts (coefficient 1,08) des employeurs visés à l'article 5 a). Les employeurs visés à l'article 5 a) ont un droit de tirage d'après les modalités stipulées par le conseil d'administration du Fonds.

E. Indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés

Art. 15. - Selon les dispositions de l'article 4 de la convention collective de travail n°17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendu obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975, et pour autant que l'ouvrier ait une ancienneté de trois ans précédant la prépension dans le secteur relevant de la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons, le Fonds assure le paiement intégral de l'indemnité complémentaire à l'ouvrier.

Le Fonds prend cet avantage à sa charge à partir de l'âge de 58 ans ou plus.

Le paiement de la cotisation capitalitive à l'Office national de l'emploi, comme prévu dans la loi du 29.12.1990 portant des dispositions sociales et à l'Office national des Pensions, comme prévu par la loi-programme du 22.04.1989, est assuré par le Fonds.

12 \$

Le Fonds se porte également garant de l'allocation complémentaire et de la cotisation spéciale des employeurs pour les ouvriers qui vont en prépension à partir de l'âge de 56 ans, après 20 ans d'ancienneté dans un régime d'équipes comprenant des prestations de nuit.

Selon les dispositions des articles 5 à 10 de la CCT n° 55 du CNT instituant la prépension à mi-temps, le Fonds assure le paiement intégral de l'indemnisation complémentaire pour les travailleurs à partir de l'âge de 55 ans.

Le Fonds prend également à charge les cotisations spéciales des employeurs.

F. Fidélité à l'entreprise

Art.15 bis. - Il est accordé aux ouvriers ayant une ancienneté ininterrompue de 20 ans au moins dans la même entreprise, un jour d'absence rémunéré au cours de chaque année calendrier. L'employeur peut récupérer le coût auprès du Fonds Social pour les entreprises moyennant production des pièces justificatives nécessaires. Le coût précité récupérable est composé du salaire brut pour

ce jour d'absence majoré forfaitairement de 50 % de charges sociales patronales (sur le salaire coefficient 1,00).

Les pièces justificatives et les modalités de récupération sont fixées par décision du conseil d'administration du Fonds.

Sous les mêmes conditions, un jour d'absence rémunéré complémentaire (deuxième jour) est octroyé, dans le courant de chaque année calendrier, aux ouvriers qui ont au moins 25 ans d'ancienneté dans la même entreprise.

G. Dispositions communes

Art.16.- Les allocations visées aux articles 6 et 8 sont payées par les organisations représentatives de travailleurs.

Art.17.- Le conseil d'administration détermine par convention collective de travail, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons, rendue obligatoire par arrêté royal, la date et les modalités de paiement des allocations accordées par le Fonds. En aucun cas, le paiement des allocations ne peut dépendre des versements des cotisations dues par l'employeur assujéti au Fonds.

Art.18.- Les conditions d'octroi des allocations accordées par le Fonds, de même que le montant de celles-ci, peuvent être modifiés sur proposition du conseil d'administration, par convention collective de travail, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons, rendue obligatoire par arrêté royal.

CHAPITRE IV - Gestion.

Art.19.- Le Fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

Ce conseil d'administration est composé de huit membres, soit quatre représentants des employeurs et quatre représentants des travailleurs.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons, sur proposition des organisations représentées.

Art.20.- Chaque année, le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président et deux vice-présidents.

Une alternance pour la présidence et la première vice-présidence est assurée entre les représentants des employeurs et des travailleurs.

La catégorie à laquelle appartient le président est, pour la première fois, désignée par tirage au sort.

Le deuxième vice-président appartient toujours au groupe des travailleurs.

Art.21.- Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président avec un préavis de quinze jours. Le président est tenu de convoquer le Conseil au moins une fois chaque semestre et chaque fois que l'exigent deux membres au moins du Conseil.

La convocation mentionne l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par le président de la séance.

Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou deux administrateurs.

Lorsqu'il y a lieu de procéder à un vote, un nombre égal de membres de chaque délégation doit prendre part au vote. Si le nombre est inégal, le ou les membres les moins âgés s'abstiennent.

Le conseil d'administration ne peut décider valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des travailleurs et d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des employeurs.

Les décisions sont prises à la majorité des votants.

Art.22.- Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires pour son bon fonctionnement. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction du Fonds.

Le conseil d'administration agit en justice au nom du Fonds, à la majorité et à la diligence du président ou d'un administrateur délégué à cette fin.

Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le conseil d'administration a donné des délégations spéciales, les signatures conjointes de quatre administrateurs (deux du côté des travailleurs et deux du côté des employeurs) sont exigées.

La responsabilité des administrateurs se limite à l'exécution de leur mandat et ils ne contractent aucune obligation personnelle relative à leur gestion vis-à-vis des engagements du Fonds.

CHAPITRE V - Financement.

Art.23.- Le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visés à l'article 5, a).

Art.24.- La cotisation des employeurs est fixée à 0,50 % des salaires bruts des ouvriers à partir du 1er juillet 1987.

Art.25.- Une cotisation exceptionnelle peut être fixée par le conseil d'administration qui en fixe également le mode de perception et de répartition. Cette cotisation exceptionnelle doit faire l'objet d'une convention collective de travail séparée, rendue obligatoire par arrêté royal.

Art.26.- La perception et le recouvrement des cotisations sont assurés par l'Office National de Sécurité Sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

De la somme ainsi versée par l'Office National de Sécurité Sociale au Fonds, il est préalablement déduit les frais fixés par le conseil d'administration.

CHAPITRE VI - Budget, comptes.

Art.27.- L'exercice prend cours le 1er janvier et se clôture le 31 décembre.

Art.28.- Chaque année, au plus tard pendant le mois de décembre, un budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons.

Art.29.- Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre.

Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou expert-comptable désignés par la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue. Le bilan, conjointement avec

les rapports annuels écrits, visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons, au plus tard pendant le mois de juin.

CHAPITRE VII - Dissolution, liquidation.

Art.30.- La dissolution du Fonds peut avoir lieu dans les circonstances prévues à l'article 2 de la convention collective de travail instituant ce Fonds ou à tout moment sur décision unanime de la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons.

Art.31.- Au moment de sa liquidation, l'actif du Fonds reçoit la destination suivante:

Les ouvriers visés à l'article 5, b) reçoivent, à partir de la date de la mise en liquidation du Fonds et jusqu'à l'épuisement total de l'actif, les allocations de chômage, prévues par l'article 6.

4

FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 juli 2003

Wijziging en coördinatie van de statuten van het "Sociaal Fonds voor de Lompenbedrijven".

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werkiieden van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompen.

Onder werkiieden wordt verstaan de werkiieden en werksters, tenzij anders bepaald.

Artikel 2 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst coördineert en bepaald de statuten van het "Sociaal Fonds voor de Lompenbedrijven" vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 maart 1976, gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van Lompen, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid voor de lompenbedrijven en ermee gelijkgestelde ondernemingen, algemeen verbindend verkiaard bij koninklijk besluit van 15 september 1976 (Belgisch Staatsbiad 12/10/1976).

Artikel 3 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang op 1 januari 2003 en wordt gesloten voor een onbepaalde tijd. Zij kan worden opgezegd mits een opzegging van zes maand, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompen, ingaande op de eerste dag van het burgerlijk kwartaal dat volgt op de opzegging.

Artikel 4 - De collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2001, geregistreerd onder het nummer 59635/CO/142.02 wordt opgeheven.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR. DATEDATUM	NR.	
04-07-2003	09-09-2003	N°	67373 100/142.02

STATUTEN

HOOFDSTUK I - Benaming, zetel, doel, duur.

Artikel 1 - Met ingang van 1 januari 1976 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genoemd "Sociaal Fonds voor de Lompenbedrijven", verder het Fonds genoemd.

Artikel 2 - De maatschappelijke zetel van het fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Komediantenstraat 16/22 bus 7. Hij kan bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompen, naar elke andere plaats in België worden overgebracht.

Artikel 3 - Het fonds heeft tot doel:

1. de inning en de invordering van de bijdragen ten laste van de in artikel 5, a) bedoelde werkgevers te regelen en te verzekeren.
2. de toekenning en de uitkering te regelen en te verzekeren van aanvullende sociale voordelen aan de werklieden bedoeld bij artikel 5, b).
3. de terugbetaling van de syndicale vorming van de werklieden.
4. de uitbetaling van de aanvullende vergoeding voor het conventioneel brugpensioen.
5. de bevordering van de tewerkstelling en de vorming van risicogroepen.

Artikel 4 - Het fonds wordt voor onbepaalde tijd opgericht.

HOOFDSTUK II - Toepassingsgebied.

Artikel 5 - Deze statuten zijn van toepassing:

- a) op de werkgevers:
 - van de ondernemingen voor het sorteren, wassen, conditioneren en verwerken van lompen;
 - van de ondernemingen die zich in hoofdzaak bezighouden met de uitrafeling van lompen en textielafval voor recuperatie; deze uitrafeling, die men niet mag verwarren met het kaarden, heeft tot doel, op basis van recuperatiemateriaal dat anders slechts gedeeltelijk bruikbaar zou zijn, door een gestrengelde vezel te maken die nog bruikbaar is voor het opvullen, isoleren, het versterken van plasticstoffen en het kaarden om de textielvezels derwijze te schikken, dat zij kunnen worden gesponnen, enz...;
 - van de ondernemingen voor het sorteren, wassen, conditioneren en verwerken van bindgaren, touwen en kabels onder de vorm van afval of versleten artikelen en van de zogenaamde "friperie", dit wil zeggen de kleding en kledingtoebehoren, dekens, linnengoed en stofferingartikelen in textiel, schoeisel en hoofddeksels, ongeacht van welk materiaal, voor zover deze goederen duidelijk sporen van gebruik dragen;
- b) op de werklieden tewerkgesteld in de onder a) bedoelde ondernemingen, die aangesloten zijn bij een representatieve werknemersorganisatie. Onder werklieden wordt verstaan de werklieden en werksters, tenzij anders bepaald.

6

**HOOFDSTUK III • Rechthebbenden en modaliteiten van
toekenning en van uitkering.**

A. Aanvullende werkloosheidsuitkering.

Artikel 6 - De bij artikel 5, b) bedoelde werklieden hebben vanaf de door de raad van beheer vast te stellen datum voor elke werkloosheidsdag bedoeld bij de artikelen 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (schorsing wegens slecht weder en schorsing wegens economische redenen) recht, ten laste van het fonds, op de bij artikel 7 van de statuten vastgestelde uitkering en dit vanaf de eerste werkloosheidsdag en ten belope van maximum vijfenzeventig dagen per kalenderjaar, voor zover zich volgende voorwaarden vervullen:

- de werkloosheidsuitkeringen bij toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering genieten.
- op het ogenblik van de werkloosheid in dienst zijn van een werkgever bedoeld bij artikel 5, a).

Artikel 7 - Het bedrag van de aanvullende werkloosheidsuitkering wordt vastgesteld op 4,00 € per arbeidsdag waarop niet wordt gewerkt.

Artikel 7 bis - De bij artikel 5 b) bedoelde werklieden die door een in artikel 5 a) bedoelde werkgever ontslagen worden wegens economische redenen hebben, ten laste van het Sociaal Fonds voor de Lompenbedrijven, recht op een aanvullende werkloosheidsvergoeding van 49,58 € per maand gedurende maximum 6 maanden, op voorwaarde dat zij minimum 20 jaar anciënniteit in de sector, waarvan 10 jaar bij de laatste werkgever, kunnen bewijzen.

Artikel 7 ter - De bij artikel 5 b) bedoelde werklieden die door een in artikel 5 a) bedoelde werkgever na de leeftijd van 54 jaar ontslagen worden, behoudens zwaarwichtige reden, en die minimum 40 jaar beroepsloopbaan kunnen voorleggen overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 § 5 van het Koninklijk Besluit van 07/12/1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen, hebben recht op een aanvullende werkloosheidsvergoeding van 74,37 € per maand en dit tot hun pensioengerechtigde leeftijd. Deze vergoeding kan niet gecumuleerd worden met het stelsel van het conventioneel brugpensioen noch met het wettelijk pensioenstelsel.

B. Aanvullende sociale uitkering.

Artikel 8 - De bij artikel 5, b) bedoelde werklieden die sedert ten minste drie maanden lid zijn van een representatieve werknemersorganisatie, hebben recht, ten laste van het fonds, op een aanvullende sociale uitkering, voor zover zij op de door de raad van beheer van het fonds vast te stellen datum van het lopende jaar ingeschreven zijn in het personeelsregister van de bij artikel 5, a) bedoelde werkgevers.

Artikel 9 - Het bedrag van de bij artikel 8 bedoelde uitkering is vastgesteld op 123,90€ voor het dienstjaar 2003.

Deze uitkering wordt eveneens toegekend aan de werklieden die tijdens het dienstjaar werden gepensioneerd of overleden zijn of die door een bij art. 5, a) bedoelde werkgever werden afgedankt en voor zover zij ononderbroken werkloos zijn gebleven tot op het einde van het dienstjaar of zover zij hun ontslag hebben ingediend om een medische reden erkend als overmacht door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

C. Syndicale vorming.

Artikel 10 - Het fonds betaalt aan de werkgevers, die het voorschot hebben verleend, op hun verzoek de lonen (verhoogd met de patronale lasten) terug welke uitgekeerd zijn aan de werklieden die afwezig waren in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 maart 1976, gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompen, betreffende de syndicale vorming, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 15 september 1976, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 31 mei 1997, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998.

Artikel 11 - Het bedrag tot inrichting van deze syndicale vorming wordt jaarlijks vastgesteld door de raad van beheer van het fonds.

D. Bevordering van de tewerkstelling en de vorming van risicogroepen.

Artikel 12. - Opleidingsinitiatieven gericht op risicogroepen en georganiseerd door ondernemingen al dan niet in een samenwerkingsverband met onderwijsinstellingen of opleidingsinstituten kunnen eveneens genieten van een financiële tussenkomst vanwege het Fonds.

Het Fonds zal prioritair de opleidingsinitiatieven steunen die georganiseerd worden in samenwerking met de VDAB-FOREM-ORBEM.

Het Fonds zal instaan voor de uitvoering, coördinatie, opvolging en evaluatie van de in dit artikel bedoelde opleidingsprojecten.

Artikel 13. - De bij artikel 5 bedoelde werkgevers die overgaan tot de vervanging van een bruggepensioneerde door een werkzoekende, meer bepaald door één van de categorieën bedoeld bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 16 november 1990 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, kunnen genieten van een financiële tussenkomst vanwege het Fonds in de opleidingskosten van de vervanger.

Artikel 14. - De raad van bestuur van het Fonds wordt belast met het vaststellen van de praktische toepassingsmodaliteiten van de onder artikel 12 en 13 bedoelde maatregelen met inbegrip van het bedrag van de financiële tussenkomst.

Artikel 14 bis. - In uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2003 - 2004 doet de sector een bijkomende inspanning op het vlak van de vorming en opleiding. Vanaf 1 januari 2003 en voor de jaren 2003 en 2004 wordt een bijdrage van de bij artikel 5 a) bedoelde werkgevers geïnd van 0,15 % op de brutolonen (aan de coëfficiënt 1,08). De bij artikel 5 a) bedoelde werkgevers hebben een trekkingsrecht volgens de door de beheerraad van het Fonds bepaalde modaliteiten".

E. Aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers

Artikel 15. - Volgens de bepalingen van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975, en voor zover dat de werkmán een anciënniteit heeft van drie jaar voorafgaand aan het brugpensioen, in de sector ressorterend onder het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompén, verzekert het Fonds de integrale betaling aan de werkmán van de aanvullende vergoeding.

Het Fonds neemt dit voordeel ten laste vanaf de leeftijd van 58 of ouder.

De betaling van de hoofdelijke bijdrage aan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, zoals voorzien in de wet van 29.12.1990 houdende sociale bepalingen en aan de Rijksdienst voor Pensioenen, zoals voorzien in de programmawet van 22.01.1989, wordt verzekerd door het Fonds.

Het Fonds staat tevens in voor de betaling van de aanvullende vergoeding en de bijzondere werkgeversbijdragen voor werklíeden die vanaf de leeftijd van 56 jaar met brugpensioen gaan na 20 jaar anciënniteit in een ploegenstelsel dat nachtprestaties omvat.

Volgens de bepalingen van artikel 5 tot en met 10 van de CAO nr. 55 van de NAR tot instelling van het halftijds brugpensioen, verzekert het Fonds de integrale betaling van de aanvullende vergoeding aan de werklíeden vanaf de leeftijd van 55 jaar.

Tevens neemt het Fonds de bijzondere werkgeversbijdragen ten laste.

F. Getrouwheid aan de onderneming.

Artikel 15 bis. - Er wordt aan de werklíeden die minstens 20 jaar ononderbroken anciënniteit hebben in dezelfde onderneming een dag bezoldigde afwezigheid toegekend in de loop van elk kalenderjaar. De werkgever kan de kost ervan terugvorderen bij het Sociaal Fonds voor de Lompénbedrijven mits voorlegging van de nodige stavingsstukken. Voormelde terug te vorderen kost is samengesteld uit het brutoloon voor deze afwezigheidsdag forfaitair vermeerderd met 50 % patronale sociale lasten (op loon coëfficiënt 1,00).

De stavingstukken en de modaliteiten van terugvordering worden vastgesteld door een beslissing van de beheerraad van het Fonds.

Onder dezelfde voorwaarden wordt aan de werklieden die **minstens 25 jaar** ononderbroken anciënniteit hebben in de **onderneming** een **bijkomende dag** (tweede dag) bezoldigde afwezigheid toegekend in de **loop** van **elk kalenderjaar**.

G. Gemeenschappelijke bepalingen.

Artikel 16 - De in de artikelen 6 en 8 bedoelde uitkeringen worden betaald door de representatieve werknemersorganisaties.

Artikel 17 - De raad van beheer bepaalt bij collectieve **arbeidsovereenkomst**, gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompen, **algemeen verbindend** verklaard bij koninklijk besluit, de **datum** en de **modaliteiten** van betaling van de door het fonds toegekende uitkeringen. **In geen geval** mag de betaling van de uitkeringen afhankelijk zijn van de storting der bijdragen welke door de aan het fonds onderworpen werkgever verschuldigd zijn.

Artikel 18 - De toekenningsvoorwaarden van de uitkeringen welke door het fonds worden verleend, evenals het bedrag daarvan, kunnen gewijzigd worden op voorstel van de raad van beheer, bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Subcomité **voor de terugwinning** van lompen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK IV - Beheer.

Artikel 19 - Het fonds wordt beheerd door een raad van beheer, paritair **samengesteld** uit vertegenwoordigers van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties.

Deze Raad bestaat uit acht leden, hetzij vier vertegenwoordigers van de werkgevers en vier vertegenwoordigers van de werknemers.

De leden van de raad van beheer worden door het Paritair Subcomité **voor de terugwinning** van lompen **benoemd**, op voorstel van de vertegenwoordigde organisaties.

Artikel 20 - Elk jaar duidt de raad van beheer onder zijn leden één voorzitter en twee ondervoorzitters aan.

Het voorzitterschap en het eerste ondervoorzitterschap wordt beurtelings door de werkgevers- en de werknemersvertegenwoordigers **waargenomen**.

De groep waartoe de voorzitter behoort, wordt **voor de eerste maal** bij loting aangeduid.

De tweede ondervoorzitter behoort steeds **tot de werknemersorganisatie**.

Artikel 21 - De raad van beheer wordt door zijn voorzitter vijftien dagen vooraf bijeengeroepen. De voorzitter is ertoe gehouden de raad ten minste **eenmaal** per **semester** bijeen te roepen en telkens **wanneer ten minste twee leden** van de raad **erom** verzoeken.

De uitnodiging **vermeldt** de agenda.

De notulen worden door de raad van beheer aangeduide secretaris opgesteld en door de voorzitter van de vergadering ondertekend.

De uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter of twee beheerders ondertekend.

Wanneer tot de stemming moet worden overgegaan, dient een gelijk aantal leden van **elke** afvaardiging aan de stemming **deel te nemen**. Is het aantal ongelijk, dan onthoudt (onthouden) zich het (de)jongste lid (leden).

De raad van beheer kan slechts geldig beslissen **over de** op de agenda gestelde kwesties en in aanwezigheid van ten minste de **helft** van de leden die **tot de werkgeversafvaardiging** en ten minste de helft van de leden die **tot de werknemersafvaardiging** behoren.

De beslissingen worden met de **meerderheid** van **stemgerechtigden** genomen.

Artikel 22 - De raad van beheer heeft tot taak het fonds te beheren en **alle maatregelen** te treffen die voor zijn goede werking vereist zijn. Hij beschikt over de **meest** uitgebreide bevoegdheden inzake het beheer en de leiding van het fonds.

De raad van beheer treedt in rechte op, in **naam** van het fonds, op vervolging en ten verzoeken van de voorzitter of van een **tot dat doel** afgevaardigd-beheerder.

De raad van beheer kan bijzondere bevoegdheden overdragen aan één of meer van zijn leden of zelfs aan derden.

Voor al de andere handelingen dan deze waarvoor de raad van beheer bijzondere bevoegdheden heeft verleend, zijn de **gezamenlijke** handtekeningen van vier beheerders (twee van werknemerszijde en twee van werkgeverszijde) vereist.

De verantwoordelijkheid van de beheerders beperkt zich **tot** de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verbintenis aan betreffende hun beheer ten opzichte van de verplichtingen van het fonds.

HOOFDSTUK V - Financiering.

Artikel 23 - Het fonds beschikt over de bijdragen welke door de bij artikel 5, a bedoelde werkgevers verschuldigd zijn.

Artikel 24 - De bijdrage van de werkgevers is vastgesteld op 0,50 % van de brutolonen van de werklieden vanaf 01 juli 1987.

Artikel 25 - Een buitengewone bijdrage kan door de raad van beheer worden bepaald, met bepaling van de innings- en verdelingsmodaliteiten. Deze buitengewone bijdrage **moet** het voorwerp **uitmaken** van een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst en **algemeen** verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Artikel 26 - De inning en de invordering van de bijdragen worden door de Rijksdienst voor sociale zekerheid verzekerd in toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Van de aldus door de Rijksdienst voor sociale zekerheid aan het fonds gestorte som worden vooraf de door de raad van beheer vastgestelde kosten afgetrokken.

HOOFDSTUK VI - Begroting, rekeningen.

Artikel 27 - Het dienstjaar vangt aan op 01 januari en sluit op 31 december.

Artikel 28 - Elk jaar, uiterlijk gedurende de maand december, wordt een begroting voor het volgende jaar aan het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompén, ter goedkeuring voorgelegd.

Artikel 29 - De rekeningen over het afgelopen jaar worden op 31 december afgesloten.

De raad van beheer, evenals de door het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompén aangeduide revisor of accountant, **maken** jaarlijks elk een schriftelijk verslag betreffende de uitvoering van hun opdracht gedurende het afgelopen jaar.

De balans, **samen** met de hierboven bedoelde schriftelijke jaarverslagen, **moeten** uiterlijk gedurende de maand juni aan het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompén, ter goedkeuring worden voorgelegd.

HOOFDSTUK VII - Ontbinding, vereffening.

Artikel 30 - Het fonds kan ontbonden worden in de **omstandigheden** bedoeld bij artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst waarbij dit fonds wordt opgericht of op elk ogenblik bij eenparige beslissing van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompén.

Artikel 31 - Bij vereffening krijgt het **vermogen** van het fonds volgende **bestemming** :
De in artikel 5, b) bedoelde werklieden ontvangen, vanaf de **datum** van het in vereffening stellen van het fonds en **tot** volledige uitputting van het vermogen van het fonds, de aanvullende werkloosheidsuitkeringen, bepaald in artikel 6.